



**Une délégation parlementaire et syndicale reçue à Matignon
au sujet du projet « Hercule » de démantèlement d'EDF**

Le calendrier s'accélère !

Faisant suite au courrier adressé au Premier Ministre par 84 députés des oppositions et l'interfédérale de la branche professionnelle des Industries Électriques et Gazières représentative du personnel contre le projet « Hercule » de démantèlement d'EDF, une réunion s'est déroulée mercredi 17 mars avec les représentants de Matignon. Que faut-il en retenir ?

Le Directeur du Cabinet annonce que le Gouvernement s'apprête à sceller un accord avec la commission européenne sur l'avenir d'EDF.

Un projet de loi devrait être présenté dans les prochaines semaines et discuté au parlement, entre juin et octobre 2021. Le dossier devrait être finalisé avant le début de la campagne pour les élections présidentielle. A ce stade, nous ne connaissons ni les termes précis de l'accord, ni les conséquences sur la structure du groupe. Seules les grandes lignes ont été exposées et aucun document n'a été remis. Nous sommes donc dans la plus grande opacité.

Faute d'éléments précis et d'écrit, rien ne garantit que le Gouvernement soit réellement si proche d'un accord avec la Commission européenne et que cet accord ne soit ni bancal ni défavorable à EDF !

Durant cette rencontre, le premier point d'échange a porté sur la nouvelle rémunération du nucléaire, l'ARENH, mécanisme issu de la loi NOME de 2010 qui pénalise EDF. Si le prix de l'électricité vendue dans ce cadre doit être revalorisé autour de 48 euros le MWh, aucune information claire n'a permis de dessiner les contours du prochain mécanisme de régulation.

En revanche, il semble être envisagé que le dispositif ne profite pas seulement aux revendeurs d'électricité en France, mais dans toute l'Europe. La production française financée par les Français, compétitive, fiable, pilotable et bas carbone aurait-elle ainsi vocation à favoriser l'ensemble du marché européen qui a su démontrer ses propres incohérences et sur lequel certains acteurs veulent la fin du nucléaire français ?

En ce qui concerne l'avenir d'EDF, le groupe serait scindé en trois entités qui pourraient être amenées à se faire concurrence :

- La production électrique nucléaire sous contrôle public ;
- Les entreprises de réseaux SEI et ENEDIS, la commercialisation et services et les énergies renouvelables ouvertes à l'actionnariat privé ;
- Une quasi régie publique mais autonome pour les concessions hydroélectriques d'EDF.

Nous avons souligné le risque que ferait peser une telle solution sur l'intégrité du groupe, son équilibre financier, et ses salariés, ainsi que sur les collectivités locales, et bien évidemment sur les usagers.

Cette rencontre a renforcé le sentiment que le Gouvernement veut - coûte que coûte - imposer sa réforme, qu'il estime être la seule solution pour l'avenir d'EDF, sans avoir mené un réel débat pour dresser le bilan de la libéralisation du marché de l'électricité et sans même prendre le temps d'écouter les contre-propositions portées par les parlementaires et les fédérations syndicales.

Toute la transparence doit être faite car d'autres solutions existent. Les Français doivent savoir ce qui les attend avec ce big-bang énergétique qui scelle le démantèlement d'EDF, son abandon aux seuls intérêts financiers, et fait courir des risques majeurs pour l'avenir du service public. Les parlementaires des oppositions et l'interfédérale de la branche professionnelle des Industries Électriques et Gazières se tiennent donc prêts à engager cette bataille pour éviter une catastrophe pour EDF.

Dès le 8 avril, les fédérations syndicales appellent tous les agents et salariés du Groupe EDF à se mobiliser en grève contre ce passage en force annoncé sur une réforme néfaste pour le Groupe EDF et à s'inscrire dans les initiatives qui seront proposées localement par les syndicats.

L'interfédérale vous invite, agents et salariés du Groupe EDF, à participer aux réunions d'informations organisées par les organisations syndicales pour discuter de la situation et de l'avenir car il s'agit de votre avenir.

Prochainement, les intersyndicales des entreprises du Groupe EDF se réuniront pour décider et vous proposer des modalités et des initiatives d'actions.

Cette nouvelle étape de la mobilisation prévue le jour de l'anniversaire des 75 ans de la nationalisation du gaz et de l'électricité, doit retentir dans tout le pays et montrer la détermination des agents et des salariés à refuser ce projet de démantèlement du Groupe EDF.